

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

25 AU 31 OCTOBRE 1990

N° 799

10,00 F



INTERVIEW D'UN JOURNALISTE IRAKIEN

Irak : le peuple et le monarque

Xavier Merville, du groupe Carlo-Cafiero de la Fédération anarchiste a rencontré, pour le compte du Monde libertaire, Ahmad, un journaliste exilé, et lui a demandé son sentiment à propos de son pays, en cette période de crise du Golfe.

Le Monde libertaire : Peux-tu nous camper le décor ?

Ahmad : L'Irak est un pays situé entre deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate, au Proche-Orient. Il comprend une population d'environ 18 millions d'habitants, dont un million en exil, déporté vers l'Iran, la Turquie, la Syrie et même en Europe. En Irak, il n'y a pas que du sable. Une des plus grandes plaines du Proche-Orient se trouve en Irak. Le « Croissant fertile » commence au sud de l'Irak. Il y a une grande variété écologique. Au nord, se trouve les plus grandes chaînes montagneuses, avec deux monts plus élevés que le mont Blanc, avec des neiges éternelles. Le climat varie selon les régions, car c'est un pays d'une superficie de 450 000 Km². Dans les régions kurdes, il fait 30° environ l'été et -15°, -20° l'hiver. Dans le sud et le centre-est, la plaine, c'est un climat continental avec - 3° l'hiver et 50°, 55° maximum l'été. Dans l'ouest, est le désert.

ML : Qui peuple l'Irak ?
Ahmad : Les Arabes constituent 60% de la population et vivent du centre (Samara) au sud (Bassorah). Mais, on les trouve aussi dans les départements de Mossoul et de Kirkouk, qui ont été vidés de leur population kurde. Il existe une minorité turkmène dans le département de Kirkouk, où la seconde langue parlée est le turkmène. Il y a aussi des minorités chrétiennes persécutées, comme les Arméniens qui ont fui le génocide en Turquie, à partir de 1915. Il y a aussi les minorités de l'Eglise orientale, comme les tchikéens et les nestoriens, dont la présence est millénaire. On trouve encore les Chaldéens, installés depuis l'empire néo-babylonien, selon certaines hypothèses scientifiques. Enfin, le peuple kurde représente environ 4,5 millions d'habitants et vit en Irak depuis des millénaires.

Un pays et des peuples

Ces chiffres donnés par les autorités doivent être pris avec précaution. Les statistiques, qui ne sont pas fournies par l'Etat, sont interdites. Enfreindre cette règle est passible de la peine capitale. Les statistiques sont un tabou en Irak. Ainsi, la production pétrolière est secrète, alors que toutes les compagnies pétrolières du monde la déclarent à un baril près.

T 2137 - 799 - 10.00 F



Les Kurdes vivent au nord du pays. Depuis une quinzaine d'années, une bonne partie a été déportée vers le centre ou expulsée vers l'extérieur. La situation des Kurdes en Irak est complexe. Il y a certains acquis : l'identité kurde a été reconnue en 1958, avec la révolution, mais cette reconnaissance est accompagnée de guerres terribles de l'Etat contre les Kurdes.

Le nouveau Nabuchodonosor

ML : L'histoire irakienne millénaire est devenue un enjeu politique actuel.

Ahmad : Le sol mésopotamien a abrité des civilisations anciennes. L'agriculture a été inventée au nord de la Mésopotamie, au Kurdistan actuel. De là s'est développé le commerce sur de longues distances vers le sud de la Turquie, vers l'est de l'Iran, vers la Palestine et jusqu'en Egypte. Pour maîtriser les fleuves, les anciens habitants de l'Irak ont descendu vers le sud et ont développé l'irrigation. Puis des civilisations urbaines au IV^e millénaire avant JC. Les villes étaient très vastes, de plus de 400 hectares, plus grandes que les villes hébreuses ou grecques.

Saddam Hussein et son régime s'identifient à ce passé. Le régime investit beaucoup dans le patrimoine historique. La présence sumérienne d'avant le III^e millénaire, n'est pas retenue par le régime, car non sémitique. Le régime utilise les symboles historiques à compter de l'arrivée des Sémites, vers 2 300 avant JC. La présence sémitique renvoie aux Arabes. La culture sémitique a commencé avec les Akkadiens, puis les Paléo-Babyloniens et enfin les Néo-Babyloniens du VII^e au V^e siècles avant JC. Cette période est très utilisée par le pouvoir à cause de la guerre victorieuse contre les Perses et la destruction de Jérusalem. Le rêve actuel de Saddam Hussein se trouve autour de Babylone (Babel en arabe), ville située à 60 Km de Bagdad. Le régime actuel investit beaucoup dans cette ville qu'il a fait reconstruire, sans avoir une idée précise de l'architecture babylonienne. Ce qui compte, c'est le symbole.

ML : Le régime irakien essaie d'attirer les intellectuels au niveau international avec notamment le festival de Babylone.

Ahmad : Le gouvernement organise, chaque année, un festival à Babel et invite gracieusement des intellectuels du monde entier, auxquels il donne une médaille avec les effigies de Saddam Hussein et de Nabuchodonosor, et où il est gravé « la continuation ». Le régime invoque la légitimité historique. La propagande du régime dit que Nabuchodonosor est né à Tikrit, la ville de Saddam Hussein. De même pour Saladin qui n'a fait qu'y naître, car il était Kurde et nomade.

ML : Saddam Hussein descend-il du prophète arabe Mahomet ?

Ahmad : Saddam Hussein joue sur plusieurs registres pour plaire aux Irakiens. Saladin a vaincu les croisés et Nabuchodonosor a construit le plus grand Etat néo-babylonien au milieu du 1^{er} millénaire avant l'ère chrétienne. Mais pour influencer les chiites, il dit qu'il est descend d'Ali et a fait imprimer un arbre généalogique d'où il sort directement d'Ali, idole des chiites et cousin de Mahomet. Il a imposé à la population d'accrocher cet arbre généalogique dans les appartements. Le Parti Baas projette l'histoire actuelle sur le passé, au lieu de partir du passé pour le moderniser et coller au présent.



Manif du 20 octobre. © G. Benguigui/Sina press

ML : Qu'est-ce que le Parti Baas ?

Ahmad : Le mouvement nationaliste arabe connaît plusieurs tendances depuis le XIX^e siècle. Ce mouvement est né avec l'invasion de l'Egypte par Bonaparte en 1798, premier grand choc du monde arabe avec l'Occident. Après la Seconde Guerre mondiale, le Parti Baas (« Renaissance ») est né, peu actif en terme de masses, mais très médiatique. En 1948, plusieurs tendances ont fusionné pour constituer le « Parti Baas socialiste arabe » dirigé par un chrétien, Michel Aflak et basé exclusivement en Syrie. Il s'est développé en Syrie et au Liban, où il avait l'activité culturelle la plus étroitement en contact avec l'Occident. Puis en 1953, des petites cellules du Baas se sont implantées à Bagdad, puis à Tikrit, petite ville en déclin sur la route de la Syrie, où il y avait surtout des communistes. Saddam Hussein est originaire de Tikrit. Etre de Tikrit est un laissez-passer vers les bonnes places de l'administration et du parti Baas.

L'histoire de l'Irak, au fil des ans

En 1958, il y a eu la révolution en Irak contre le colonialisme britannique. Le roi fantôme a été tué. La république a été proclamée le 14 juillet par l'armée, soutenue par le peuple. Les Baasistes ont été vite écartés du pouvoir. En 1959, ils ont tenté d'assassiner le général Kassem, l'instigateur de la révolution. Saddam Hussein y a participé et a été blessé par un des conspirateurs. Puis, il a été récupéré par les services de renseignements égyptiens et est resté en Egypte jusqu'en 1964.

En 1961, le général Kassem a voulu récupérer le Koweït qui venait de se libérer du mandat britannique. Les Britanniques et les Américains ont empêché cette annexion. Kassem s'est résigné, mais n'a pas reconnu l'Etat du Koweït.

En 1963, le Parti Baas a fait un coup d'Etat avec l'aide des militaires ultra-nationalistes et avec le soutien de l'Egypte de Nasser, en conflit avec Kassem sur la question de l'unification arabe. De plus, les Britanniques et les Américains n'admettaient pas l'intention de Kassem de nationaliser le pétrole. Il ne faut pas oublier ce qui s'est passé en Iran en 1953 avec l'éviction de

Mossadegh par la CIA. Le dirigeant du Parti Baas de l'époque a dit que les « Baasistes étaient arrivés au pouvoir dans un train américain ». Les archives britanniques ont révélé qu'il y avait une coordination étroite entre les militaires putschistes, l'Intelligence service, la CIA et les compagnies pétrolières. Il y a eu, à la suite de ce coup d'Etat, un gigantesque massacre au sein des forces politiques, contre les démocrates, les communistes, les Kurdes...

ML : Quelle est la relation entre le Baas et l'Islam ?

Ahmad : Une tendance importante du mouvement nationaliste arabe veut se baser sur l'Islam. Le Coran a été écrit en arabe. Les lieux saints sont en Arabie. La diffusion de la culture arabe a accompagné l'expansion de l'empire islamique. Le Parti Baas se réfère à la fois au laïcisme et à l'époque de l'Islam conquérant.

ML : Le Baas a-t-il créé un Etat totalitaire ?

Ahmad : En 1968, le Baas a pris à nouveau le pouvoir par un coup d'Etat, à l'époque où l'Etat irakien était faible. Saddam Hussein était étudiant. Il avait échoué dans ses études, mais il avait formé des groupes de briseurs de grèves. En 1967, il a cassé une des plus grandes grèves de l'université irakienne. Il était entouré de bagarreurs, dont l'un d'eux est encore son garde du corps. Après 1968, il est très vite devenu le n° 2 du régime, mais il était en réalité le n° 1. Les Irakiens blaguaient, à l'époque, en disant que « le n° 1 veut faire un coup d'Etat pour devenir n° 2 ».

ML : Il s'est forgé un régime personnel avec les Tikritis. La population est-elle consentante ?

Ahmad : La société n'existe pas face à l'Etat. La répartition sociale n'est pas nette, comme en Europe. C'est l'Etat qui cristallise les couches sociales, permet leur reproduction et l'accès aux richesses économiques. Il n'y a pas d'autonomie de la société irakienne. Saddam Hussein craint les couches économiques montantes contre le Parti Baas et est devenu le seul garant de la répartition des classes sociales. Après 1975, le revenu de la rente pétrolière est devenu très important. Par la distribution de l'argent et par la répression, Saddam Hussein s'est imposé sur la société.

(suite p. 3)

EDITORIAL

Dimanche 7 octobre, à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue-Est de Lyon, la nuit a été chaude : voitures brûlées, supermarché Casino en flammes... Les jeunes se rebiffent. Lundi 8, mardi 9 octobre, la révolte gronde, appelés en renfort, les CRS sont accueillis par des jets de pierres... La France est en émoi. On oublie un instant la « crise du Golfe »... Les médias s'interrogent. Certains en appellent à la force, le plus rapidement possible, pour en finir avec la « chienlit » ! Il faudra quand même attendre le milieu de la semaine pour que tout rentre dans l'« ordre » : les jeunes à l'ANPE, les flics dans leurs casernes.

Retour au calme. Les journalistes commentent. Les sociologues analysent. Le gouvernement cogite. La réflexion durera huit jours... Mardi 16 octobre, *euréka* ! Joxe qui a trouvé la solution, affirme chiffres à l'appui : « Les crimes et délits ont augmenté de 4,27% l'année dernière et d'environ 7% pour les six premiers mois de 1990 ». Donc, ajoutez-t-il : « Nous allons renforcer la présence policière sur la voie publique ». C'est fini les « plantes vertes » (sic) devant les commissariats. Joxe ajoute : « Nous allons redéployer 160 flics dans les quartiers »... Dans les banlieues, les jeunes et les moins jeunes n'auront qu'à bien se tenir !

On apprend par la même occasion, que certains inconnus « *casqués et casqués* » qui étaient intervenus à Vaulx-en-Velin d'une façon assez curieuse et surtout musclée appartiennent à la « maison ». Une bagarre entre flics en quelque sorte !

On le voit, les « sociaux » ne manquent pas d'idées (avec ou sans pétrole ?)... Pour eux, plus de social, c'est plus de flics !

Et pour maintenir l'ordre, rien de tel que l'utilisation à bon escient de quelques commandos bien armés et bien musclés et, tout autant, bien assermentés. On vit une époque formidable à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue-Est de Lyon.

P. 3
Interview de
Maurice Rasjfus.

P. 7
Nouvelle grille de
Radio-Libertaire.

P. 8
Les « ratonnades »
d'octobre 1961.

F°P. 2520

ANTIFASCISME

Comprendre le fascisme pour l'anéantir

« Terreur, atrocité, oppression ce sont des mots. Les statistiques ne saignent pas. Savez-vous ce qui compte ? Le détail. Le détail seul compte... »

« Quand les deux camions furent remplis, l'un des officiers fit un signe et l'on ferma les portes... les deux moteurs se mirent à ronfler à plein, mais les camions ne bougeaient pas. Nous regardions les tuyaux d'échappement et nous vîmes le gaz bleu pâle s'en échapper. Puis l'officier sortit sa montre et fit un troisième signe aux conducteurs. Les moteurs continuèrent à ronfler comme avant, les camions restèrent cloués au sol, mais le jet des gaz des tuyaux d'échappement avait disparu... » Extrait de *Arrival and departure* d'Arthur Koestler (écrit entre juillet 1942 et juillet 1943... tout le monde savait donc !)

« Le ridicule est l'arme la plus puissante dont l'homme dispose. » Extrait de *Rules for radicals* de Saul Alinsky (1972).

La montée du fascisme en France n'est pas comparable à celles des fascismes européens entre les deux guerres mondiales. En effet, ces dernières correspondaient à une crise économique sans précédent du système capitaliste, destabilisé dans son fonctionnement même, et entraînant, dans une certaine mesure, la modification des structures étatiques dans de nombreux pays du fait d'une insécurité sociale considérable.

l'instabilité sociale actuelle. L'expansion actuelle va de pair avec l'augmentation considérable du nombre des chômeurs qui a atteint 10% de la population active et qui se maintient à ce niveau depuis plusieurs années. En outre, la durée du chômage augmente régulièrement et dépasse en moyenne une année. Ainsi, de plus en plus de travailleurs perdent l'espoir de pouvoir retrouver un jour un travail stable et réapparaissent pour eux des sortes de « livrets ouvriers ».

Cependant, si effectivement le nombre des pauvres et de précaires augmente en France, c'est beaucoup plus le sentiment d'insécurité sociale qui joue en faveur du FN. D'une part, le pays ne connaît pas les dimensions des catastrophes sociales rencontrées dans d'autres pays du monde ou comme celle qu'a connue la France avec le dépeuplement forcé des campagnes. Le niveau de vie moyen de la population reste relativement élevé, comme en témoigne la ruée sur les nouveaux produits « chers et futiles », comme le magnétoscope et le disque-compact. De plus, l'Etat français limite la casse depuis les années trente en accordant des amonnes à certains laissés-pour-compte. D'autre part, l'évolution rapide des formes du capitalisme, avec la naissance de nouveaux métiers, avec la roboti-

sation et l'informatisation déstabilise les situations de pouvoir acquises parmi les cadres moyens et oblige les ouvriers, les employés et les paysans à se recycler sans cesse.

La crise de l'Etat a permis la montée du fascisme

La montée du FN est, avant tout, née de la crise de la régulation de la société par l'Etat. En effet, les intermédiaires entre l'Etat et le peuple, que sont les partis politiques et les syndicats ne prennent pas en compte le sentiment général d'insécurité sociale. Les syndicats d'ouvriers et d'employés ne comptent en moyenne que 6 à 8% de la population qu'ils sont censés représenter, moyenne rehaussée par les 25% d'adhérents aux syndicats mercantiles de l'Education nationale (de l'Etat). Les taux d'abstention aux élections politiques dépassent désormais allégrement les 50%, ce qui rend illégitimes des candidats élus par une petite minorité de la population. Et un ensemble de scandales politiques, comme les automnisties, les meetings hollywoodiens de Stirn, l'exclusion honteuse du RPR de Carignon, etc, achève de laisser penser que le monde politique s'est définitivement replié sur soi.

Le FN joue donc sur du velours lorsqu'il dénonce les politiciens et les syndicats, qui vivent en vase clos, se gaussant de mots creux et de phrases vides de sens concret. Le FN conteste, comme tous les mouvements fascistes, le mode de représentation du peuple et veut faire disparaître la société politique. Les organisations populaires sont en fait un écran dangereux, pour lui, entre le chef et le peuple, d'où le slogan « *Le Pen, c'est le peuple* ». Le système fasciste simplifie à l'extrême le système étatique actuel dit « démocratique » : il supprime le lobbying envers l'Etat et ses irrationalités, car c'est le chef qui décide de tout puisqu'il est le peuple ! Le parti organise le peuple en corporations interclassistes pour que les décisions du chef soient appliquées. Voici un système en béton pour les esprits égarés, avec la promesse à la clé de piller les biens, les logements et les emplois des étrangers et des Juifs, que les plus excités pourront jeter à la mer !

L'Etat, le libéralisme économique et les projets fascistes

L'Etat français est entré en crise car il n'a justement pas suscité la reprise du capitalisme, comme il l'avait fait sous Napoléon III et De Gaulle. Pour la bourgeoisie, les fonctions économiques et sociales de l'Etat sont désormais inutiles et même néfastes, dans le sens où elle considère que cette armée de millions d'agents publics lui coûte cher et lui met des bâtons dans les roues. Elle se considère maîtresse et initiatrice

de la reprise et n'envisage pas de Juin 36 devant l'ampleur de la désyndicalisation populaire et la débâcle idéologique des organisations de gauche.

Le gouvernement Rocard est désormais sourd aux revendications populaires du fait de l'écroulement du réseau des organisations de gauche et devant l'apathie des « masses ». Il est donc toute ouïe pour le CNPF, qu'il veut rassurer sur ses compétences. Justement, une partie de la bourgeoisie estime que les politiciens de gauche sont parfois plus utiles que Chirac au pouvoir, du fait qu'ils peuvent leur faire gober n'importe quoi et que ceux-ci réagissent au quart de tour.

Ce gouvernement ne veut pas couler brutalement les missions économiques et sociales de l'Etat, non par philanthropisme, mais simplement parce que l'Etat est une structure *sui generis*, avant d'être l'instrument d'une minorité de privilégiés, qui a changé au cours de l'histoire. Au sommet de chaque structure est placé un haut-fonctionnaire, qu'il faut recycler avec ses adjoints en cas de suppressions des postes. C'est ainsi que peuvent subsister des structures sans missions actives.

En détruisant ces parcelles de pouvoir, c'est à la bourgeoisie même que le gouvernement s'attaquerait paradoxalement, à moins de privatiser avec les mêmes patrons. Dans un Etat où les haut-fonctionnaires sanctionnés sont promus et où ils jouissent d'une rente perpétuelle, la privatisation prend un temps pour assurer la continuité des carrières et le maintien des statuts et des privilèges des dirigeants.

La gestion dite « consensuelle » de Rocard consiste à transformer peu à peu l'Etat, afin de lui redonner sa mineur régaliennne d'antan. La seule politique qui en soit une est celle de l'éducation, car les patrons préfèrent que les contribuables lui paient la formation initiale de sa future main-d'œuvre, dans un contexte où le capitalisme mondial fait évoluer très vite les compétences. Le reste n'est en général que routine sans crédits nouveaux et souvent sans objet.

Les fascistes estiment que les secteurs répressifs de l'Etat doivent être rapidement renforcés au détriment des autres, qui doivent être abandonnés. En effet, les corporations ne seront pas suffisantes pour faire appliquer les décisions du chef. La mise en coupe réglée de la société politique suppose des moyens répressifs importants, de même que l'expulsion des immigrés. Pour l'économie, le FN s'en remet aux théories du libéralisme économique et du marginalisme, qui ont été inventées notamment par Pareto, ministre de l'Economie de Mussolini, qui sont devenues la « Bible » des facultés françaises et qui enseignent que la stabilisation de l'économie au point d'équilibre, dit *optimum*, de l'offre et de la demande est compromise par la société politique, dite « marché politique ».

Ce programme n'est certes pas très éloigné de ce qui peut s'entendre au RPR, à l'UDF ou au PS, avec le libéralisme économique et la rénovation de la police, de l'armée et des prisons. Il est clair que la bourgeoisie et la *nomenklatura* ont poussé le FN après Dreux en 1983, car il ne constituait pas une menace tangible pour elles. Les idées ultra-réactionnaires du FN trouvaient un écho dans la population. La vengeance contre les idéologies nées de Mai 68,

qui avaient bouleversées la société française, était enclenchée. Le Pen devenait une vedette. Exagération ? Il faut comparer avec l'audience médiatique qui est faite aux Verts, dont la poussée électorale est du même ordre que celle du FN, en plus rapide. Cependant, les Verts posent les bonnes questions, mais critiquent les compétences de la *nomenklatura*.

Cependant, le calcul de nos « décideurs » s'est révélé faux. Le discrédit des politiciens s'est amplifié et a profité au FN, aux Verts ou aux... abstentionnistes.

L'effet Carpentras ne réussira pas à faire passer les politiciens pour l'ultime rempart de la démocratie contre le fascisme. La rapacité et l'hypocrisie de ceux-ci est une donnée désormais bien ancrée dans la mémoire collective.

Les libertaires contre le fascisme et l'Etat

Le projet économique du FN est semblable à celui des RPR, UDF et PS, c'est-à-dire exploiter le peuple pour donner aux bourgeois, avec en sus la piraterie organisée contre les immigrés, et sûrement, contre les Juifs, les Francs-maçons, les révolutionnaires, les syndicalistes, etc. Son projet social est de remplacer la bourgeoisie actuelle par une nouvelle clique de parvenus, dont un bon nombre appartient déjà à cette classe. Ensuite, il instaure le règne de l'arbitraire, avec des chefsillons du parti-Etat, à tous les niveaux de la société. Son projet politique consiste à affirmer que les organisations populaires ne servent à rien, car le chef du FN s'est autoproclamé « voix du peuple », à la façon de Jeanne d'Arc. En tout état de cause, cette bande d'illuminés est dangereuse pour les peuples de France.

Outre ces quelques éléments à souligner, les libertaires peuvent mettre dans la balance leurs propositions sur l'insécurité sociale et la démocratie. Actuellement, nous devons mettre toutes nos forces dans cette guerre de propagande et de la faire de manière intelligente et offensive. Il ne faut pas sous-estimer notre état d'esprit face au fascisme, car si nous nous considérons en résistance, alors qu'il n'a pas pris le pouvoir et qu'il n'y a pas de guerre civile, alors c'est le fascisme qui gagne, puisque sa victoire est pensée comme fatale. Nous devons utiliser cette montée du fascisme, qui est un fait incontournable, pour en dévoiler les contradictions et montrer la faillite du système bourgeois actuel.

Contre l'insécurité sociale, les libertaires peuvent développer l'idée des services publics autogérés par leurs agents et leurs usagers. Cette notion de service public doit être, dans notre esprit, étendue aux logements et aux entreprises. Et nous pouvons rappeler que la démocratie consisterait à élire des responsables pour des fonctions ou des missions précises, avec la possibilité de les révoquer par référendum d'initiative populaire et ce dans tous les domaines de la vie sociale. Il n'est point utile, en l'espèce, de débattre l'ensemble des initiatives ou des projets libertaires, sous peine d'embrouiller encore plus des esprits, ayant déjà du mal à se repérer au milieu des bouleversements politiques intervenus au niveau international.

Xavier Merville (gr. Carlo-Cafiero)

Le fascisme exploite l'insécurité sociale

Le fascisme français actuel grandit dans un contexte d'essor du capitalisme, notamment financier, comme le montre la progression exponentielle des cours de la Bourse de Paris depuis 1983. La majorité de la bourgeoisie préfère conserver le système actuel, bien plus souple et moins incertain que celui que pourrait mettre en place le Front national.

Le Front national utilise les recettes des nazis en ciblant les étrangers et les Juifs, désignés comme la cause de

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

| Tarif | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|--------|--------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 1 mois | 5 n° <input type="checkbox"/> 35 F | <input type="checkbox"/> 70 F | <input type="checkbox"/> 60 F |
| 3 mois | 13 n° <input type="checkbox"/> 95 F | <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 140 F |
| 6 mois | 25 n° <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 310 F | <input type="checkbox"/> 250 F |
| 1 an | 45 n° <input type="checkbox"/> 290 F | <input type="checkbox"/> 530 F | <input type="checkbox"/> 400 F |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

INTERVIEW D'UN JOURNALISTE IRAKIEN

Irak : le peuple et le monarque

(suite de la une)

ML : La richesse permet-elle un consensus ?

Ahmad : Avant la guerre avec l'Irak, la rente pétrolière est importante et le gouvernement peut manœuvrer sur la scène politique en évacuant les Kurdes, les communistes et tous les opposants. En contrepartie, l'Etat verse des liquidités pour soutenir les activités locales, artisanales... Mais la distribution n'a pas été équilibrée. Aussi, est apparue la montée de certaines couches sociales qui ont commencé à détenir la réalité du pouvoir. Les sociologues irakiens les qualifient de « bureaucratiques parasitaires », elles se sont développées au travers de l'Etat et du parti unique. Pour s'enrichir, il faut être membre du Parti Baas et haut-fonctionnaire. Cette couche n'a pas encore pris son autonomie par rapport à l'Etat pour devenir une bourgeoisie au sens occidental.

Après la guerre, les disparités se sont accentuées. Les revenus du pétrole ont été investis dans la guerre. La paupérisation absolue est apparue avec la chute du pouvoir d'achat. Par exemple, un fonctionnaire moyen gagne 120 dinars par mois. S'il trouve un petit deux pièces à louer à Bagdad, ce qui est rare, il doit payer 150 dinars. Si son conjoint ne travaille pas, il doit rester chez ses parents où vivent souvent plusieurs enfants mariés.

La personnalisation poussée du pouvoir est le fruit d'un processus politique sanglant d'une quinzaine d'années. Saddam Hussein est devenu, en 1970, un homme d'Etat important ; en 1972-73, un homme incontournable ; en 1975, la pièce maîtresse de la politique intérieure ; enfin, en 1979, il est devenu le président de la république, le chef de l'armée et le responsable du Parti Baas.

Il se méfie de tout le monde. Alors il a placé son cousin au ministère de la Défense, le père de celui-ci est devenu gouverneur de Bagdad ; les services de renseignements ont échu à ses deux demi-frères et à son fils aîné ; il a placé l'industrie militaire dans les mains de son gendre ; son cousin a été nommé gouverneur du Kurdistan. C'est ce cousin qui a donné l'ordre de gazer les

Le peuple accepte le culte de la personnalité, car il a peur. L'insulte à l'égard du président de la république est sanctionnée par la mort. Les voyages à l'étranger sont interdits depuis dix ans. Pour voyager, il faut une permission spéciale des services de renseignements. Les individus qui ne sont pas membre du Parti Baas se moquent en cachette de Saddam Hussein. Mais la répression est terrible.

l'entrevue des Irakiens. Les Irakiens sont peu enthousiasmés par l'annexion du Koweït, beaucoup moins que les Palestiniens de Jordanie, car ils connaissent trop bien Saddam Hussein et le Parti Baas. Ceux-ci concluent une chose et font son contraire. Ainsi, après le coup d'Etat de 1963, le Parti Baas, ultranationaliste, a reconnu l'existence de l'Etat du Koweït, pour remercier les Britanniques de l'avoir soutenu. En 1975, Saddam Hussein a conclu les accords d'Alger avec le shah d'Iran. En 1980, il les a déchirés en direct à la télévision. Il fait la guerre pendant huit ans en conséquence de cet acte et laisse sur le carreau un million de morts, de blessés et d'handicapés irakiens, sans compter les pertes économiques. Il n'y a aucun soutien de la population à cette guerre. Cette année, les officiers ont dit aux soldats que l'Irak allait libérer le Sud du Liban. Seule la garde républicaine savait que l'armée allait envahir le Koweït.

ML : Peut-on parler d'une opposition irakienne ?

Ahmad : En Irak, elle existe, selon le degré de répression. Au niveau politique, on trouve le Parti communiste irakien, assez structuré et qui a été le plus grand PC du monde arabe, le Parti démocrate du Kurdistan d'Irak, l'Union

patriotique du Kurdistan d'Irak, le Parti socialiste kurde, le Parti populaire du Kurdistan d'Irak, les islamistes chiïtes et des nationalistes modérés. Toute cette opposition, assez divisée, est d'accord sur le fait qu'après Saddam Hussein, il faudra le pluralisme, le respect de l'autre et la contradiction politique.

ML : Qu'en est-il des étudiants irakiens en France ?

Ahmad : C'est très grave. Voilà des étudiants forcés de s'exiler, gênés pendant des années par l'amitié étatique entre la France et l'Irak, par l'Etat français et les services de renseignements irakiens. Aujourd'hui, le gouvernement français tente d'exclure les étudiants irakiens des universités. Si l'Etat français ne faisait que pourchasser les espions déguisés en étudiants, on pourrait comprendre. Mais vouloir exclure des étudiants, déjà victimes de la répression irakienne, c'est scandaleux. Comment peut-on souhaiter exclure des gens, souvent démocrates, venus chercher un peu d'éducation, en disant que c'est pour le respect des droits de l'homme ?

Propos recueillis par
Xavier Merville (gr. Carlo-Cafiero
de Paris)



Kurdes massivement et de les déporter. Il vient d'être nommé gouverneur du Koweït. Saddam Hussein parle de « monarchie familiale » pour qualifier le régime des émirs du Koweït, mais sa famille contrôle tous les postes de commande de l'Etat. Le Parti Baas n'est d'aucun apport idéologique, et encore moins un lieu de débats et d'espaces de liberté.

Les gens sont obligés d'afficher le portrait de Saddam Hussein chez eux, d'acheter des statues...

ML : Quelle est sa popularité réelle ?

Ahmad : Il y a trois mois, à un journaliste américain qui lui demandait son opinion sur son sobriquet utilisé dans les pays arabes, de « boucher de Bagdad », Saddam Hussein a répondu que « la force est la seule chose qui marche à

ISRAEL

Quel avenir après le lundi 8 octobre ?

La semaine dernière, dans un premier entretien, l'écrivain Maurice Rasjfus nous racontait le bain de sang de Jérusalem-Est, du 8 octobre, et les prémices du drame. Aujourd'hui, il nous fait part de son sentiment à propos de l'avenir, à l'heure où les religieux jouent un rôle central dans la vie politique israélienne.

Le Monde libertaire : Quelles est l'influence des religieux et des militaires dans la société israélienne ?

Maurice Rasjfus : L'influence des religieux est énorme, bien que les 3/4 des Israéliens soient non pratiquants, voire athées. Ils jouent un rôle décisif à chaque consultation électorale et leurs voix sont indispensables pour la constitution d'un gouvernement. En échange de leur participation au pouvoir, ils obtiennent des subventions pour leurs écoles et des restrictions dans la vie quotidienne des autres citoyens, ce qui est tout à fait intolérable et disproportionné compte tenu de leur influence

réelle. Les gouvernements, qu'ils soient travaillistes ou de droite ont toujours besoin d'eux. Quant aux militaires, on peut définir l'Israélien moyen comme un militaire en permission. En Israël, la société est extrêmement militarisée.

Le Monde libertaire : Quelles ont été les réactions après les événements ?

Maurice Rasjfus : Ce que j'ai pu constater, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup d'état d'âme parmi les pacifistes et les gens dits de gauche. Nombreux sont ceux qui ont affirmé que c'était une erreur ! Mais personne n'a réellement manifesté contre la situation.

Peu de réactions de la part des pacifistes et de la gauche

Le Monde libertaire : Et les Palestiniens ?

Maurice Rasjfus : Les Palestiniens ont longtemps été manipulés. Pendant deux ans, ils ont pensé que les Américains obtiendraient d'Israël une inflexion de sa politique, notamment lors des négociations de Tunis (NDLR : entre les USA et l'OLP). Or, il ne s'est rien passé. Malgré la condamnation de l'ONU, le 13 octobre, les Américains prennent prétexte de la guerre du Golfe pour continuer à armer Israël. Les armes qu'ils fournissent permettent aux Israéliens de bénéficier d'un armement

léger servant à réprimer les Palestiniens. Tout ce que les Américains donnent aux Israéliens alimente cette société constamment sur le pied de guerre.

Le Monde libertaire : Quelles solutions envisagez-vous, dans un avenir proche ?

Maurice Rasjfus : Je suis pessimiste. Israël n'est pas prêt - y compris la gauche - à envisager un réel dialogue ouvert avec les Palestiniens. Cela risque, un jour, de se terminer par un bain de sang, peut-être même avec l'appui de Saddam Hussein. Je vois l'avenir très sombre. Mais, je pense que l'évolution de la situation dans les territoires dépend exclusivement des Israéliens et non des pressions extérieures. Deux hypothèses sont possibles : un soulèvement palestinien, soutenu par l'Irak, qui ne sera pas favorable aux Palestiniens, car ceux-ci n'intéressent pas Hussein ; ou bien un début d'ouverture et de dialogue. Qu'Israël le veuille ou non, ce pays sera obligé de faire des concessions très importantes pour vivre en paix avec les Palestiniens, à leurs côtés... la concession minimum étant d'évacuer les territoires occupés.

Propos recueillis par
Sylvain Eischenfeld
(gr. Flores-Magon)
et Olivier
(gr. François-Rabelais)

BILLET D'HUMEUR

La fin d'un héros

Le 14 mars 1989, le général Aoun lançait l'offensive contre l'armée d'occupation (syrienne) dans ce qu'il appelait une « guerre de libération ». Le 13 octobre dernier, encerclé par l'armée syrienne, il se rendait. Le héros Aoun a donc perdu la bataille, et probablement aussi la guerre.

La bataille était perdue d'avance. Militairement inférieure à son ennemi, Aoun savait parfaitement qu'il ne pourrait vaincre - et dans ce cas, gouverner seul le Liban - sans une aide militaire étrangère. On se souvient qu'alors les Etats susceptibles de l'aider avaient d'abord peu apprécié d'être mis devant le fait accompli puis s'étaient sagement abstenus de prendre partie dans ce conflit tant il est évident qu'une victoire chrétienne ne saurait constituer une solution au problème libanais. En effet, le problème libanais, si complexe qu'il paraisse, peut tout de même être résumé en quelques mots : la lutte pour le pouvoir.

Il est vrai que Aoun s'est effectivement donné un rôle de héros, mais cela suffit-il pour avoir raison ? A quoi sert un tel héroïsme ? Les milliers de morts causés par cette « guerre de libération » ont-ils modifié en quoi que ce soit le cours de l'histoire au Liban ? Les chrétiens libanais eux-mêmes n'en sont pas tous convaincus, ils se sont même battus entre eux, d'autres ont préféré fuir ; il leur aura fallu quinze ans de guerre pour perdre espoir, au moins provisoirement.

C'est beau, la solidarité.

Les chrétiens sont décidément épatants ! Un bon chrétien trouve toujours des défenseurs, y compris quand il paraît indéfendable. Voyez Médecin, voyez Nullité, cela vaut aussi pour Aoun. Sitôt le général rendu, le gouvernement français dépêchait deux avions à Beyrouth pour rapatrier le cher homme et sa famille. Avant même qu'il ne se rende, l'éditorialiste du *Monde* - qui ne contrarie plus l'Elysée depuis longtemps - présentait Aoun comme pouvant « prétendre à bon droit (...) être le dernier dépositaire de la liberté d'un Liban souverain ». Liberté pour qui ?

C'est formidable un bon chrétien : Aoun s'est rendu pour « éviter un bain de sang » ; et jusqu'à présent, c'était quoi ? Mitterrand lui-même est intervenu pour déclarer que le sort personnel du général Aoun était « une question d'honneur pour la France ». Même si la protection personnelle ne cache pas l'abandon politique, la manœuvre a quelque chose d'original. Le gouvernement pro-syrien a beau jeu de ne pas vouloir céder Aoun en raison des poursuites pour détournement de fonds publics. Il serait même assez facile de le croire - le *Canard enchaîné* a montré, il y a quelques mois, que ses comptes personnels en France présentaient un solde indécent. Qu'un bon chrétien détourne des fonds n'étonne plus et « ne fait plus les gros titres ». Nous ne saurons probablement jamais les détails du sordide marchandage entre les gouvernements français et libanais sur le sort du précieux général. C'est un nouvel épisode de l'histoire du Liban qui vient de s'achever et, si nombre d'observateurs parlent de « paix syrienne », le problème libanais n'est toujours pas résolu. Il s'agira donc d'une « drôle de paix ».

Le Furet

REPRESSION

Vaulx-en-Velin et autres « bavures » racistes

Longue est la liste des victimes de « bavures » policières et autres crimes de « beaufs », dans le département du Rhône. Le hasard n'y est pour rien. L'ambiance est telle chez les gardiens de l'« ordre » et autres bien-pensants que les « flingues » partent tous seuls.

JETS de pierres contre tirs tendus. Des voitures et un centre commercial incendiés. Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, a connu des scènes d'émeutes et de pillages. Le week-end du 7 octobre, la mort de Thomas Claudio est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, et provoque une émeute anti-flics.

— juin 1985, Mustapha Kacir est tué par deux gendarmes qui ne seront jamais inquiétés par la « justice » ;
— septembre 1985, Noredine Mechta est tué par des videurs d'une boîte ;
— juin 1987, Aziz Bougheza est abattu par des gendarmes ;
— automne 1988, un chauffeur de taxi tue d'une balle dans le dos Farid Oumrani - 17 ans - ;
— décembre 1989, Abdallah Bouafia, père de deux enfants, est torturé à mort par quatre vigiles ;
— août 1990 Akim Merabet est assassiné...

Le long « martyrologue » du Rhône

Ce n'est pas la première fois qu'un jeune du coin tombe, mort, sous les coups de l'« ordre » :

— octobre 1982, Wahid Hachichi et

Tout cela en banlieue de Lyon. Alors, y'en a marre de cette police qui tue, y'en a marre de cette police qui surveille, y'en a marre des brimades et des



Ahmed Boutelja sont tués ;
— novembre 1982, Mohamed Abidou est abattu par le policier B. Taffine, qui s'en tire avec un non-lieu ;
— mars 1985 Barbed Barka - 15 ans - est tué durant un contrôle de police, l'assassin est toujours flic ;

injures racistes quotidiennes. « Ils nous donnent des coups de pare-chocs avec leurs voitures, tout le temps, qu'on soit à vélo, en mob... », « Ils nous traitent de bougnoules (...) ça suffit, on sait qu'ils seront gagnants, mais là, il faut dire que ça suffit », « A leur violence il nous faut répondre par la violence ! » Et les pavés volent, le supermarché brûle, les CRS chargent... Oui, ils seront gagnants, mais pas forcément pour toujours... Une banlieue s'embrase et toutes les cités-dortoirs s'éveillent !

Blipa (gr. Carlo-Cafiero)

DETENTION

Est-il normal d'être Chilien ?

La détention arbitraire est-elle moins grave pour un Chilien que pour un ressortissant de la Communauté européenne ? Ernesto Castro, emprisonné sans jugement depuis le 5 juillet 1988, a toutes les raisons de le penser. Le 5 juillet, le juge Boulouque fait arrêter 5 personnes, qu'il inculte de recel de vol aggravé. Ni preuve ni aveux, mais le magistrat s'acharne, d'autant que les inculpés sont des réfugiés libertaires chiliens et italiens. Vingt sept mois plus tard, le dossier est refermé sur du vide. Sur les 5 inculpés, 4 ont bénéficié de la liberté provisoire... sauf Ernesto. Pour la simple raison qu'un Chilien « n'offre pas de garanties de représentation suffisantes ». Même inculpation, même absence de charges, mais la liberté ce n'est pas pour lui... et Ernesto risque fort de méditer jusqu'au procès — prévu courant 1991 — sur les joies comparées des cellules chiliennes et de celles du pays des droits de l'homme.

Pascale Choisy

COMMUNIQUE

Menace sur l'avortement

La contraception, et plus encore l'avortement, sont de nos jours sur la sellette. Des commandos de catholiques intégristes, liés au mouvement Rescue, n'ont pas hésité à occuper des cliniques à Paris, Lyon, Metz en vue d'empêcher toute intervention. Le Mouvement français pour le planning familial s'insurge contre ces méthodes et invite à la vigilance et à la mobilisation les tenants de la liberté.

AUJOURD'HUI, en France, le droit à la contraception et à l'avortement est à nouveau menacé : ça n'arrive pas qu'aux autres !

Depuis le mois de juin, plusieurs centres d'IVG ont fait, en France, l'objet d'attaques par des goupes « commandos » (cf n° 797 du Monde libertaire).

Les méthodes employées sont la fidèle réplique de celles qu'utilisent les fanatiques américains contre les cliniques pratiquant l'avortement aux Etats-Unis.

Ces actions de choc sont un pas supplémentaire, franchi par des forces opposées à l'avortement, activement mobilisées depuis des mois : manifesta-

tions publiques à l'occasion de l'anniversaire de la loi Veil, diffusion d'autocollants, brochures propagandistes en direction des jeunes...



Elles visent à contester, puis supprimer, un droit déjà menacé : en France, l'avortement est légal dans certaines

conditions, posées par la loi de 1975, même si, par ailleurs, il reste réprimé par la loi de 1920.

Mais, sur le terrain, l'exercice de ce droit est de plus en plus restreint : réduction des financements accordés à l'action de prévention menée par les centres de planification, réorganisation des services hospitaliers, difficultés pour obtenir l'aide médicale d'urgence...

Le droit à la contraception et à l'avortement est fondamentale pour les femmes, vous en êtes convaincus !

Nous sommes, en France, une très large majorité à défendre ce droit. Redites-le avec nous, à toutes et tous. Redites-le autour de vous.

Informez-vous des situations locales, parlez avec d'autres. C'est dans cet esprit que le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) organise, début 1991, un colloque européen. Il faut affirmer le droit des femmes à maîtriser leur fécondité et montrer l'importance des forces qui le défendent dans les différents pays d'Europe.

Confédération nationale du Mouvement français pour le planning familial

MFPF : 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris. Tél. : (1) 48.07.29.10.

BILLET D'HUMEUR

Vaulx-en-Velin... jusqu'à l'hallali !

Ils n'ont pas eu besoin qu'on leur fasse un dessin. D'emblée ils savaient que, par delà le meurtre flicard, toute la responsabilité de la mort de Thomas Claudio repose sur la propriété marchande, sur l'économie. Que c'est elle qui embauche et arme les flics, parce qu'elle est seule à en avoir besoin. Que c'est elle qui, obligeant les individus à « gagner » leur vie, la leur fait perdre : la vie n'est pas un salaire.

Ils savent que c'est elle qui tue. Quand ça l'arrange (demain dans le Golfe, peut-être) ou quand elle s'en fout (les ghettos, les banlieues).

Oui, les émeutiers vengeurs de Vaulx-en-Velin ont raison de s'en prendre aux magasins ; ils ont tout compris : c'est, en effet, les biens qu'il faut détruire ou s'approprier. Oui, c'est à l'économie qu'il fallait s'en prendre et dans les beaux révoltés de Vaulx nous avons reconnu nos frères et nos sœurs. Nous nous sommes reconnus. Nous devons d'urgence faire savoir, partout où nous le pouvons, qu'il n'est pas acceptable qu'une répression s'ensuive, que nous ne l'accepterons pas. Pas de poursuites contre la colère ! Libération des arrêtés ! Expulsion immédiate des fauteurs de trouble : c'est-à-dire des flics et des marchands ! Licencier et désarmement des flics cow-boys ! destruction des ghettos ! Des beaux quartiers pour tous !

Jimmy Gladiator, le 8 octobre 1990

SCIENCE ET PHILOSOPHIE

L'âme de l'univers mécanique

LE vendredi 26 octobre, Yves Peyraut et Christian Ruby reçoivent sur Radio-Libertaire, Jean-Michel Besnier, philosophe et chercheur au CREA de l'École Polytechnique. Ils débattent des questions soulevées désormais par l'Intelligence artificielle et la cybernétique.

L'homme artificiel

Les plus récents développements de l'Intelligence artificielle (IA) annoncent-ils la naissance de l'« homme artificiel » ? Pouvons-nous recréer artificiellement l'intelligence ? La biologie des systèmes nerveux apporte-t-elle une caution aux discours qui renvoient la question de l'esprit dans les ténèbres de la métaphysique, l'âme n'est-elle qu'une illusion théologique ?

Le lecteur excusera ces questions qu'il peut estimer périmées. Les uns ont déjà tranché dans un sens : l'âme n'existerait pas. Les autres dans un autre sens : l'âme échapperait à ces spéculations.

Toujours est-il que le défi cybernétique dont nous devons instruire le procès, aujourd'hui, est révélateur, tout d'abord d'un usage assez vagabond du vocabulaire. Des mots usés font un retour remarqué — le terme « âme » en est un. Des mots s'échangent sans précisions — les termes « esprit » et « intelligence » en sont d'autres. Des mots sont transférés d'un domaine de recherche au discours quotidien — les termes « information », « logiciel », « programme », « signaux » en font partie. En somme, la vraie teneur critique de la question cybernétique est tranchée d'avoir été posée. Les apprentis sorciers n'en finissent

plus de rêver, ou de diluer les problèmes derrière les illusions produites par des mots égarés. Car, ce qui sourd plus adéquatement d'une analyse de l'IA, c'est un système complexe de rapport au savoir et au langage, à la mémoire et à l'archive, à l'utile et au travail, dans lequel la machine est, certes, une pièce maîtresse, mais ordonnée à une perspective sociale d'ensemble. C'est donc un profil de société qu'il convient de saisir dans les chiffres et les mots de passe de la société de contrôle informatisée.

Rêves d'apprentis sorciers

Mieux vaut tenter de voir clair dans ces transformations en cours, avant de relancer d'emblée le vieux débat du spiritualisme et du matérialisme.

Débat qui, bien sûr, ne saurait non plus être évacué.

Toutefois, imposons-nous un détour : par les sciences cognitives, ces recherches qui nourrissent la réflexion sur la façon dont le cerveau produit des représentations de ce qu'il perçoit. Ces sciences tentent de répondre à la question : « Comment connaît-on ? ». Par un fonctionnement de cellules réductibles à un calcul ? L'homme fonctionne-t-il comme un ordinateur ? Peut-être apercevrons-nous que l'on peut échapper aussi bien à l'idéalisme qu'à un matérialisme sommaire. Car, une culture n'est réductible ni à la présence d'une âme ineffable ni à un phénomène nerveux. Elle est attention, ouverture à l'autre, acte en somme dans le différend et le dialogue.

Christian Ruby

SAMEDI 20 OCTOBRE

Une journée contre la guerre

30 000 manifestants dans les rues de Paris, dont 1 500 pour le seul mouvement libertaire, la journée du samedi 20 octobre est à marquer d'une pierre blanche. La lutte n'en est pas moins close pour autant. Poursuivons l'effort de mobilisation contre la guerre !

On pourra bien ne pas trop en parler dans les médias, on pourra même parler de ce 20 octobre comme d'une journée ordinaire, où une manifestation ordinaire, ici et là, aura perturbé la circulation automobile...

Le succès de la mobilisation

Vingt-cinq à trente milles manifestants à Paris pour dire « non à la guerre », qui se prépare dans le Golfe. Deux milles à Lille, 1 000 à Rouen, 800 à Toulouse et aussi Lyon, Perpignan, Marseille, Troyes, Bordeaux... avec plusieurs centaines de participants à chaque fois, qui pourront bien ne pas constituer pour le gouvernement une preuve suffisante du refus de la guerre par la population. Non, lorsque le peuple veut signifier quelque chose à son prince, c'est par millions qu'il lui faut se manifester, et encore cela ne suffit pas toujours. Ce sont là les limites inhérentes à ce type de protestation ou, comme l'on dit chez les pragmatiques : « le problème n'est pas de sauver nos âmes, mais bel et bien d'être capable concrètement de faire barrage au gouvernement et de consolider une opposition active et résolue au militarisme ».

Cette crise du Golfe n'est pas terminée. Elle réserve sur bien d'autres terrains que le militaire d'autres surprises et bien d'autres péripéties. De prochaines rencontres auront lieu et il faut continuer d'amplifier la prise de



Manif contre la guerre du Golfe, à Paris, le 20 octobre 1990. © Grégoire Benguigui/Sipa press

conscience et les interventions à tous niveaux, non pas seulement sur la présence militaire française dans le Golfe (ou au Rwanda, où les paras français aident le dictateur en place à faire régner l'ordre par la répression sauvage), mais sur une politique globale.

Le 25 octobre, la CGT appelle à une journée nationale d'action interprofessionnelle contre le projet de Contribution sociale généralisée (CSG)... seront-ils nombreux ?

Le 7 novembre, ce même projet sera discuté à l'Assemblée nationale : combien faudra-t-il être dans la rue pour faire renoncer les députés ?

Relations extérieures

ANTIMILITARISME

Il a 22 ans. Il était étudiant. Il est maintenant taulard. Le seul crime qu'il ait commis est de s'être présenté à la caserne de son lieu d'appel et d'y avoir refusé l'uniforme. Ludovic Bouteron voulait le statut d'objecteur, il l'a demandé trop tard et a été condamné le 17 août dernier, à Strasbourg, à 15 mois de prison ferme. Il attend, en cellule, son procès en appel prévu pour le 6 novembre, à 8 h 30, à Colmar. Un

La commune de Stains a expulsé ses mal-logés

Le vendredi 19 octobre, à 6 heures du matin, une trentaine de policiers ont expulsé les familles zairoises qui occupaient la place de la Mairie, à Stains (cf ML n° 797). L'affaire semble avoir été « chaude » car, un des hommes s'est vu inculqué de rébellion à agents.

Après le « nettoyage » des personnes, la Mairie finit le ménage en jetant à la benne les effets restant sur la place !

Ce nouvel épisode de la violence que subissent les mal-logés ne restera pas sans suite.



Groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis

La Fédération anarchiste vous intéresse !
Les Relations extérieures tiennent une permanence, chaque samedi entre 15 et 17 heures, au 145, rue Amelot (M° République), 75011 Paris.

EN BREF

comité de soutien s'est créé. Vous pouvez écrire à Ludovic Bouteron à l'adresse suivante : Maison d'arrêt, BP 485, 68020 Colmar.

JOURNÉES ANTI-SEXISTES, AVEC CONCERTS (SCALP/REFLEX)

Le samedi 3 novembre, un débat sur les violences sexuelles, la contraception, l'avortement et les femmes immigrées aura lieu, à 15 h 30. Il sera suivi d'un concert.

Le dimanche 4, à 16 h 30, débat ayant pour thème : « Les femmes et l'homosexualité dans les mouvements radicaux », suivi d'un concert de rap et de rock. Ces débats seront agrémentés d'une exposition, d'une table de presse d'un buffet. Ces débats se dérouleront au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Participeront à ces deux journées de débats : le JARASH, l'ASTI 15°, Androzine, le MIEL, et Stop viol. Prix d'entrée : 30 francs.

SAINT-MAUR

La mutinerie vue d'un flic

CHIEF DU GIGN, le capitaine Legorjus s'est « fendu », début 1990, d'un ouvrage courageusement intitulé *La morale et l'action*, ou l'histoire héroïque d'un étudiant en théologie, ancien soixante-huitard, devenu « soldat de la loi » — et fier de l'être. Assassin d'Ouvéa, grand professionnel de la terreur d'Etat, Philippe Legorjus fut aussi le maître d'œuvre des répressions des mutineries de Saint-Maur, puis d'Ensisheim.

Pourquoi publier son témoignage ? Parce qu'il donne de la morale étatique en matière de révoltes carcérales un aperçu hallucinant.

Zorro-Legorjus

Legorjus consacre un chapitre de son œuvre à la mutinerie de Saint-Maur. Il commence par décrire, dans un style indigne des pires romans de gare, les mutins « ivres d'alcool, de médicaments et de rage ». Zorro intervient. S'enquiert de leurs revendications. « Si vous pouvez nous garantir qu'une équipe de télévision pourra nous filmer librement et diffuser nos revendications, nous sommes prêts à relâcher deux otages immédiatement », répondent les prisonniers en révolte. Zorro réfléchit. Contacte le SIRPA (antenne « journalistique » de l'armée) pour se faire prêter du matériel vidéo. Hélas, l'armée ne

fournit pas les techniciens nécessaires pour « mystifier l'adversaire ». Qu'à cela ne tienne ! Legorjus trouve des flics prêts à jouer les journalistes. Il n'est évidemment pas question une seconde d'accorder la parole à des hommes qui savent risquer leur vie pour exprimer leurs revendications. D'autant que Pandraud, alors ministre de l'Intérieur, réclame du sang, et lui ordonne de préparer l'assaut.

Zorro élude, exprimant sa préférence pour une solution pacifique. Pandraud lui laisse quelques heures avant l'assaut — qui provoquera sans doute la mort des « otages » (qui, lors du procès, ont tous témoigné qu'ils n'avaient été otages que de la situation) et un massacre parmi les détenus, mais qui indiquerait au bon peuple de France que le gouvernement Chirac n'est pas laxiste... Pas le temps, donc, de bicolor l'envoi d'une fausse équipe de télévision. Zorro reprend les négociations, sur le thème « Contentez-vous d'un journaliste de presse écrite ou de radio ». Les prisonniers acceptent. Zorro contacte alors Jean-Pierre Picon, journaliste à la Nouvelle République du Centre-Ouest, ami du procureur et sans doute oublieux de la charte des journalistes stipulant qu'en aucun cas, un journaliste ne doit accomplir le travail de la police. L'ami du procureur accepte de rencontrer les prisonniers... en s'engageant préalablement, auprès des autorités, à ne diffuser aucune de leurs revendications ! (« Un quart

d'heure plus tard, le journaliste arrive à la prison. Le procureur lui explique son rôle. Recueillir les revendications des détenus, les noter, mais ne pas en faire état par la suite » - P. 103). La fausse conférence de presse a lieu. Durant ce temps, les futurs condamnés pour prise d'otage continuent à protéger les gardiens et le directeur d'éventuelles agressions. Une heure plus tard, les prisonniers se rendent.

Un abruti, fier de l'être

Conclusion de Zorro-Legorjus : « Il y a dans tous les révoltes en prison une tonalité particulière. Je crois que c'est celle du désespoir. Car quelles qu'en soient les causes, quelles qu'en soient les modalités, elles ne peuvent pas aboutir ». De fait, des prisonniers que l'on ne veut surtout pas entendre ont quelques difficultés à se faire le poids face à des tueurs assermentés disposant en outre des pleins pouvoirs en matière de manipulation... Le « soldat de la loi », futé comme ils le sont tous, continue sur sa lancée : « Leur unique revendication était de quitter la prison ». L'auteur de *La morale et l'action* passe pudiquement sur le tabassage-lynchage que les matons infligèrent à Daniel Kholé, après sa reddition, alors que ce dernier était sur un brancard, et poursuit sa fine analyse sur les subterfuges qu'il fut contraint d'utiliser lors d'une autre mutinerie, celle d'Ensisheim :

« un soulèvement très dur, très proche de celui de Saint-Maur. Leur unique revendication était de quitter la prison. Le garde des Sceaux, Albin Chalandon, s'y opposait avec une fermeté sans nuance. Entre ces deux volontés qui, avec une égale puissance, promettaient le bain de sang, je dus imaginer un subterfuge qui nous permit de trouver une solution. En réquisitionnant tous les cars de gendarmerie de la région, nous avons assuré l'évacuation de tous les prisonniers jusqu'à un gymnase situé à deux kilomètres de la prison. Et quand les derniers otages ont été libérés, nous avons réembarqué tous les prisonniers dans les cars... pour les ramener à la prison. Ainsi avais-je tenu ma double promesse : les prisonniers avaient quitté la prison, mais ils ne l'avaient pas quittée ».

Zorro conclut, grandiloquent, son paragraphe « mutinerie » par une profession de foi dont la nullité du fond n'a d'égale que celle de sa syntaxe : celle d'un abruti fier de l'être, faisant ce qu'on lui dit de faire, en refusant catégoriquement la moindre réflexion sur ses actes, effort sans doute préjudiciable à son petit cerveau :

« Les remises de peines à Saint-Maur bénéficient-elles du même régime que celle des autres prisons ? Ensisheim a-t-elle été remise en état ? Je l'ignore. Avant l'événement, je ne sais rien. Pendant, je travaille. Après, je ne sais plus. J'accepte l'idée de n'être qu'un maillon de la chaîne. J'essaie qu'il soit le plus solide possible. »

Face à cet hymne au mépris et à la brutalité, nous nous contenterons de rappeler les revendications des mutins de Saint-Maur, de ceux d'Ensisheim, ces revendications reprises par des centaines de détenus depuis cinq ans, et que les « flingues » de Legorjus, les verdicts-assoimmoirs des magistrats n'ont pas fait taire :

- abolition des quartiers d'isolement, du prétoire et du mitard ;
- remises de peines automatiques ;
- parloirs intimes ;
- SMIC pour tous les travailleurs ;
- abolition du statut de DPS, statut et règlement unique dans tous les établissements ;
- amnistie des mutins.

Pascale Choisy

Procès de Saint-Maur : verdict reconduit

Le procès en appel de cinq mutins de Saint-Maur s'est tenu le 18 octobre, au tribunal de Bourges, en l'absence des inculpés qui s'étaient désistés. Le tribunal a donc confirmé le verdict prononcé à l'issue du premier procès, les 23, 24 et 25 avril derniers : Queheille et Ezenot sont condamnés à huit mois de prison supplémentaires ; Jovial, Rajib, Bruno et Koehl ont été condamnés à dix mois ; Lovicini, quinze mois.

URSS

L'affaire Siuda

Nous avons, à plusieurs reprises, évoqué dans nos colonnes, la mort suspecte de Piotr Siuda, militant de la Confédération anarcho-syndicaliste russe. Nous venons de recevoir un témoignage d'Alexandre Choubine, qui relate plus précisément les circonstances de son décès.

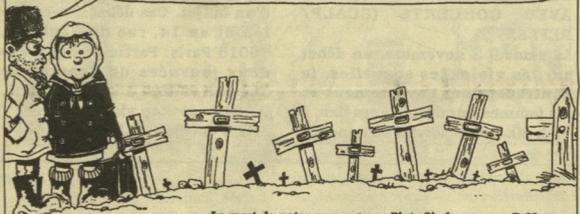
Le 5 mai, Piotr Siuda fut trouvé agonisant non loin de son domicile. Il fut amené à l'hôpital où il mourut 17 minutes seulement après son entrée. La sacoche, dont il ne se séparait jamais, disparut avec son

Tout ce que remarqua le docteur Listopadova a été systématiquement ignoré et non cité dans le rapport final. Peut-être est-ce le hasard, mais Siuda fut assassiné pratiquement au même endroit où il avait été sauvagement frappé en 1980, à cause d'une lettre envoyée au Soviet suprême dans laquelle il protestait contre l'invasion de l'Afghanistan.

« A contrecœur, la police entama une investigation. »

Ces derniers temps, Siuda s'intéressait au KGB et aux groupes stalinien. Il avait récemment reçu des informations sur la disparition des personnes qui avaient été tuées et blessées au cours de la répression des manifestations ouvrières de Novo-Tcherkassk en 1962. Sur la base de ces informations confidentielles, Siuda cherchait les éventuels responsables. On peut sup-

UN PETIT LOPIN DE TERRE POUR CHACUN, CELA N'A RIEN DE NOUVEAU! DÉJÀ SOUS STALINE, ON Y AVAIT DROIT...



La mort de notre compagnon, Piotr Siuda, vue par P. Mary.

contenu. Non loin du corps fut trouvée sa carte d'identité. Selon certains témoins, il y aurait eu mise en scène pour laisser penser à une agression suivie de vol.

A contrecœur, la police entama une investigation. L'autopsie, initialement prévue pour le lundi, fut effectuée le samedi suivant et les familiers de la victime en furent avisés au tout dernier moment. Ces mêmes familiers notèrent sur le cadavre un important hématome, ce qui remet en question la version officielle (congestion cérébrale). L'hématome, ainsi que les déchirures constatées sur les vêtements, rappellent des méthodes de criminels professionnels, comme si l'on avait frappé avec une surface dure. Le docteur Listopadova, qui assista à l'autopsie pour le compte de la famille nota des traces de sang sur les vêtements, auxquelles personne ne prêta attention.

poser que certains de ceux-là avaient toujours de l'influence et la divulgation éventuelle de ces faits pouvaient être d'une importance capitale. Siuda était très conscient des risques qu'il courait puisqu'il avait confié à ses amis ses craintes de n'avoir plus que quelques semaines à vivre.

Selon des informations recueillies par la IAS (agence de presse du syndicat libre SMOT), l'après midi tragique du 4 mai, Siuda et le compagnon Tchernykov étaient avec un conducteur de grue qui avait activement participé aux manifestations de 1962.

Alexandre Choubine
(in *Soglassié*, journal lituanien)

(Ce texte a été reproduit dans le journal espagnol CNT (organe de la CNT-AIT), et traduit en français par Daniel de la liaison FA de Nîmes)

GREVE DE LA FAIM

Victor Kassatkine obtient gain de cause

Dans les numéros 793 et 795 du *Monde libertaire*, nous avons évoqué la grève de la faim, devant la mairie de Leningrad, d'un militant anarcho-syndicaliste russe, Victor Kassatkine, qui, pour avoir créé un syndicat indépendant dans son entreprise, avait été licencié et expulsé de son logement.

Son action a payé puisque, à la veille de son quarantième jour de grève, il a été réintégré dans son emploi et son logement. Cette action et notre soutien n'ont donc pas été inutiles.

Le comité de rédaction

ALLEMAGNE

Contre la guerre

En ces temps troublés, les antimilitaristes et pacifistes d'outre-Rhin prennent des initiatives qui vont à l'encontre des idées reçues de la société bien-pensante, comme nous l'indique Dagmar Brocksine.



Manif d'antifascistes allemands. © AFP photo

Au milieu des rapports belliqueux du Golfe avec détails techniques sordides, il fait chaud au cœur d'apprendre deux petits faits montrant que l'humanité n'a pas encore perdu entièrement son bon sens. D'autant plus que ces deux faits divers proviennent d'outre-Rhin, où la colonisation sauvage de la RDA, dite « réunification », bat son plein. A l'occasion d'une « journée anti-guerre » (une journée ce n'est pas beaucoup, mais quand même !), organisée par plusieurs groupes pacifistes deux manifestants furent arrêtés à Münster et traînés devant un tribunal. Leur crime : avoir brandi une banderole portant l'inscription « Soldaten sind Mörder » (« Les militaires sont des assassins »), phrase qui fit scandale pour la première fois lors de la Première Guerre mondiale, quand elle

fut lancée par l'écrivain Kurt Tucholsky, mort en exil par la suite. Accusés de « diffamation aggravée de l'armée », les deux manifestants furent acquittés par un juge d'une sagesse rare ; lequel disant qu'un tel slogan n'avait que le but que de « faire réfléchir ». Voilà, un exemple à suivre !

Le déserteur inconnu

Le second fait est l'inauguration, à Göttingen (Basse-Saxe) d'un monument pour les « déserteurs inconnus ». En hommage aux 30 000 déserteurs, condamnés à mort par la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale et à tous ceux qui « ont refusé de faire la guerre et furent, en conséquence, poursuivis et exécutés. »

Dagmar Brocksine

Les nouvelles d'Allemagne

Aux dernières élections municipales, la droite est sortie gagnante : CDU (chrétiens-démocrates), FDP (libéraux) « Œtkerliste » (liste proposée par le groupe Œtker — important groupe agro-alimentaire). La liste « Œtker » était soutenue par les républicains (extrême droite). Une de leur première action a été de baptiser une salle d'exposition « Kaselowsky ». Ce Kaselowsky, père adoptif de Œtker, était nazi sous le III^e Reich.

Ils ont également décidé de transformer la place de la Résistance (contre l'hitlérisme) en place de la Gare... « pour ne pas effrayer les gens » (sic).

Procureur accusé

Comme procureur d'Ansbach, Manfred Ritter traite de nombreux dossiers pour les demandeurs d'asile. C'est lui, en fait, qui accorde ou refuse le droit d'asile aux intéressés. Dans le livre qu'il vient d'écrire on peut lire : « Les réfugiés sont comparables à des nuées de sauterelles ». Il met également en garde chacun face à « l'enfer d'une société multiculturelle... » et poursuit son délire en parlant d'un « ordre divin » et d'une « sélection naturelle ».

Les Verts ont décidé de le poursuivre pour incitation à la haine raciale... Qui sera le procureur ?

Extrait de *Direkte Aktion*, n° 81 (traduction Burkhard et Bernard, du groupe Humeurs noires de Lille)

BULGARIE

Une pratique ordinaire en régime stalinien

QUAND on tue un homme, le crime contre l'humanité est abominable, mais quand la police torture la pensée, dirige l'art, les sciences, réquisitionne des livres, l'homme devient esclave de l'Etat tyran, toute activité créatrice s'arrête, la société plonge dans les ténèbres de l'ignorance et de la désinformation.

C'est cette situation de léthargie qu'a vécu le peuple bulgare pendant 45 ans. La dictature du Parti communiste, qui ne supporte pas la libre pensée, a utilisé le système du contrôle total sur l'individu, jusque dans ses lectures. Des opérations de perquisition, « chez des personnes suspectes », destinées à supprimer toute littérature non officielle étaient des pratiques courantes.

Aujourd'hui, nous sommes en possession d'un document officiel, un procès verbal, témoignant de ces pratiques à l'encontre du mouvement anarchiste. Ce document est irréfutable. Il est daté du 26 mars 1974. Voici ci-après quelques extraits du dit procès-verbal.

Extrait de procès verbal

Aujourd'hui, 26 mars 1974, Serafim Panef Manoilov, employé au ministère de l'intérieur, Sécurité d'Etat de la ville de Kustendil, avec Vatan Kravev et Dimitar Kalanski, tous deux de la Sécurité d'Etat de la ville de Stanke Dimitrov, en présence de Zvetan Andonov Goranov, habitant au 47, rue Troisième Gvardeisk Polk et de

Kiril Andonov Chopov, habitant au 11, rue Samoranovska, par application du décret n° 31, du 2 mars 1974, du commandement du ministère de l'intérieur pour le département de Kustendil, nous avons perquisitionné l'habitation de M. Panteleil Pop Hristov Popov, rue Morava, n° 19, ville de Stanke Dimitrov et nous avons confisqué les livres suivants :

- *Les Paroles d'un révolté*, 192 pages, de Pierre Kropotkine ;
- *La Grande Révolution française*, tome 1, édition 1930, 234 pages, de Pierre Kropotkine ;
- *La Grande Révolution française*, tome 2, édition 1931, 237 pages, de Pierre Kropotkine ;
- *Pain et Liberté*, 175 pages ; de l'auteur Pierre Kropotkine ;
- *Qu'est-ce que l'anarchie ?*, édition 1929, 126 pages, de Luigi Fabbrì ;
- *Les libertaires*, édition 1929, 104 pages, de Sébastien Faure ;
- *Histoire du mouvement syndicaliste*, 13 pages, de Panteleil Popov ;
- *Une journée d'Ivan Denissovitch*, édition 1963, 154 pages, de Soljenitsyne ;
- *Programme des anarchistes bulgares* (tapé à la machine), 22 pages, de Panteleil Popov ;
- Un cahier manuscrit de 6 pages, de Panteleil Popov ;
- Une coupure du journal *Rabotnitchesko Délo* relatant les désordres en Chine (NDLR : plus de 40 livres...)

Ce procès verbal a été dressé en deux exemplaires, un pour la police, l'autre pour

Panteleil Pop Hristov Popov, le 26 mars 1974 à Stanke Dimitrov.

Il est paraphé par cinq signatures dans l'ordre : Panef, Kravev, Kalanski, Goranov, Chopov.

Qui est Panteleil Pop Hristov Popov ?

Panteleil est issu d'une famille pauvre du Sud-Ouest de la Bulgarie. En 1938, il achève ses études au lycée de Blagoevgrad, la même année il entre à la faculté de Sciences naturelles. En 1945, il enseigne dans la ville de Doupritza.

Combattant antifasciste, il est arrêté le 16 décembre 1948 pour ses idées anarchistes et envoyé en camp de concentration, puis de nouveau en prison en 1949 à Sofia où il est torturé. Il tombe malade suite aux dures épreuves auxquelles il a été soumis et est envoyé dans un hôpital psychiatrique à Sofia. Il est ensuite relâché. Resté fidèle à ses idées anarchistes, sa riche bibliothèque et ses écrits confisqués témoignent de sa lucidité et de son combat.

Son destin est significatif de celui des combattants anarchistes bulgares pour la liberté.

Trendafil Maroulevski
(gr. anarchiste bulgare en exil, regroupé autour des périodiques *Anarchistes* et *La Révolution anarcho-communiste*)

NOTES DE LECTURE

Un certain « 14 juillet »

EN 1958, tout est en danger. La répression coloniale, sanglante et répugnante, ne parvient pas à faire plier le soulèvement algérien. Les politiciens de métropole s'affolent : censure de la presse, envoi du contingent, massacres en des villages algériens, arrestations et tortures pratiquées par l'armée, exécutions sommaires, piratage d'avion (mais oui — ce fut le premier dans l'Histoire — celui de Ben Bella)... Les colons se réclament violemment d'une dictature européenne, la situation est mûre pour un putsch... Et c'est De Gaulle qui revient, acclamé par la « fiente » bab-el-ouedienne et les velléitaires « rampouillophiles ». Il y a de quoi s'inquiéter lourdement : Pétain aussi était un « homme providentiel », en 1940 !

Quelques intellectuels « engagés » — on ne disait pas encore d'« ultragauche » — lancent alors une revue d'opposition à ce qu'ils pensent être un coup d'Etat crypto-fasciste, le 14 juillet (1), dirigée par le conseiller Dionys Mascolo et le surréaliste Jean Schuster. En trois numéros, on y lit

André Breton, Marguerite Duras, Roland Barthes, Julien Gracq, Maurice Blanchot, Jean Paulhan, Etienne, Benjamin Péret, Jean-Louis Bory, Bernard Frank... (on notera l'absence de Sartre).

De Gaulle restera au pouvoir, il supervisera le massacre parisien d'octobre 1961 avant de laisser l'Algérie prendre son indépendance. Les animateurs du 14 juillet seront très vite à l'origine du manifeste dit « des 121 » pour le droit à l'insoumission.

Le culte de De Gaulle

Et puis nous voici trente ans plus tard et la mémoire qui fait défaut : tout le monde (sauf les anarchistes et le professeur Choron) embrasse le culte de De Gaulle. La revue le 14 juillet est rééditée, mais le préfet parle du général comme Pascal parlait de Dieu : sans trop y croire, toutefois la raison, la raison expéditive, impose qu'on lui sacrifie. De Gaulle comme les Ricains de Sardou !

Et nous, qui, à l'aise... Blaise, avons en permanence aux lèvres le « merde à Dieu »... d'Arthur, nous gardons en coin de notre cœur ce « De Gaulle enculé ! » que l'on fredonnait gaiement, jadis, sur le sable des nuits boulevardières. Cette république, que De Gaulle aurait « sauvée », n'a jamais été la nôtre. Cette devise en trois mots, gravée sur le portail des prisons, que De Gaulle aurait « maintenue », qu'en dire de mieux que Gauguin : « singulière ironie de cette considération hypocrite de Liberté, Egalité, Fraternité, sous un drapeau français, en regard de ce dégoûtant spectacle d'hommes qui ne sont que de la chair à contributions de toutes sortes et à l'arbitraire gen-darme » ?

Plus de question, votre honneur. Objection !

Jimmy Gladiator

(1) - Le 14 juillet - 1958 - 1959, n° hors série de la revue Lignes, librairie Séguier, 80 pages, 90 F. Erratum. Dans mes notes de lecture à propos de la poésie de Gilbert Lely (ML n° 795), j'ai écrit qu'il était décédé en 1984, or c'est en 1985, que les lecteurs m'en excusent.



En raison des événements du Golfe, nous vous rappelons qu'il existe un très bon album de BD antimilitariste : « Où vas-tu petit soldat ?... A l'abattoir ! » (éditions du Monde libertaire, 1989). Ouvrage collectif, cet album regroupe divers dessinateurs dont Tardi, Loup, Willem, Solé, Barbe, Pichon, Margerin, Gotlib, etc. En vente, à la librairie du Monde libertaire, au prix de 69 francs.

Nouveauté
« Les Anarchistes et la Révolution française »
 sous la direction de Gaetano Manfredonia,
 éditions du Monde libertaire.
 Prix : 130 F.
 A commander à la librairie du Monde libertaire : 145,
 rue Amélot, 75011 Paris. (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

TLP-Déjazet
LACOUTURE
 « Ça c'est du vol »
 (variété rock)
 du 16 au 27 octobre, à 20 h 30.
 TLP : 41, bd du Temple. 75003 Paris.
 Tél. (1) 42.74.20.50

Nouvelle grille de Radio-Libertaire (89.4 FM). Tél. : (1).48.05.34.08.

| LUNDI | MARDI | MERCREDI | JEUDI | VENREDI | SAMEDI | DIMANCHE |
|---|---|---|--|--|--|---|
| 8 h - 9 h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante, avec des interventions du père Peinard. 9 h - 10 h 30 : « Micro-musique », sélection de chansons rock, folk et jazz. 10 h - 12 h 30 : rediffusion de « Chronique hebdo ». 12 h 30 - 13 h 30 : « Maroc vérité », avec des associations de défense des droits de l'homme au Maroc (*). 13 h 30 - 16 h 30 : « Micro-musique ». 16 h 30 - 18 h : « Chronique de l'ozone », de la poésie avec Théophile. 18 h - 19 h : « At the jazz band bal », du jazz Nouvelle-Orléans. 19 h - 20 h 30 : « Chronique syndicale », les luttes sociales : commentaires et analyses. 20 h 30 - 22 h : « Ça urge au bout de la scène », le magazine de la chanson vivante. 22 h - 23 h : « Han yu guang bo », magazine en langue chinoise. 23 h - 24 h : « De la pente du carmel, la vue est magnifique », c'est de l'humour... noir. | 8 h - 9 h : Les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante. 9 h - 10 h : « Cannelle et cerises », les coups de cœur de Cathy (musique, interviews et lectures). 10 h - 12 h : « Blues en liberté ». 12 h - 14 h : rediffusion de « Femmes libres » : femmes qui luttent, femmes qui témoignent. 14 h - 15 h : « Micro-musique ». 15 h - 16 h 30 : « Histoires courtes », la lectrice de radio-Libertaire. 16 h 30 - 18 h : « Wreck this mess », cocktail rock de la côte Est des USA. 18 h - 19 h 30 : « Enlirez-vous », petit voyage en « libération ». 19 h 30 - 20 h 30 : « Parole d'associations » : chaque semaine une association présente son travail. 20 h 30 - 22 h 30 : « Radio-Libertaria », réflexions et analyses sur l'actualité nationale et internationale, avec des militants de la CNT-AIT. 22 h 30 - 24 h : Jazz en liberté : du free. 24 h - 3 h : « Expression », du jazz, du blues, du flamenco... | 8 h - 9 h : Les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante. 9 h - 10 h : « Pour mémoire », magazine d'humour sur l'actualité (*). « J'ai mal à la terre », les relations entre les peuples (*). 10 h - 11 h : « L'enfant sauvage », émission pour les petits et grands, avec Nora. 11 h - 12 h : « Micro-z'oreilles », émission pour petits et grands, avec Philippe. 12 h - 13 h 30 : « Laissez-passer ! », avec l'association France terre d'asile. 13 h 30 - 15 h : « Comme une orange à mon balcon » : l'individu et son langage, avec de nombreux artistes. 15 h - 16 h 30 : « Dazibao », émission de la CLEA (Coordination des lycéens et étudiants anarchistes). 16 h 30 - 17 h : « Micro-musique ». 17 h - 18 h 30 : « petites annonces et disques à la demande ». 18 h 30 - 20 h 30 : « Femmes libres » : femmes qui luttent, femmes qui témoignent. 20 h 30 - 22 h 30 : « Ras les murs », l'émission sur la prison. 22 h 30 - 1 h : « La théorie du tomahawk », le magazine des jeunes cultures. | 8 h - 9 h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante. 9 h - 9 h 30 : « Micro-musique ». 9 h 30 - 12 h : « Extrême limite » : les luttes des chômeurs et des précaires avec la participation de la revue Cash. 12 h - 14 h 30 : « Tiens, voilà le hallebardier ! », émission sur le théâtre. 14 h 30 - 18 h : « Micro-musique ». 18 h - 19 h 30 : « Si vis pacem », émission antimilitariste avec l'Union pacifiste de France. 19 h 30 - 20 h 30 : « Flagrants désirs », infos gays et lesbiennes... actualité des spectacles. 20 h 30 - 22 h 30 : « L'Atelier », chronique des arts plastiques. 22 h 30 - 1 h : « Epsilonia », digressions musicales : musique électro-acoustique. | 8 h - 9 h : Les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante. 9 h 15 - 10 h 15 : « Radio-Cartable », la radio des enfants des écoles d'Ivry. 10 h 30 - 12 h 30 : « Chronique hebdo », analyses de l'actualité sociale et politique de la semaine. 12 h 30 - 13 h : « Micro-musique ». 13 h - 14 h 30 : « Mon nom est Personne » : cinéma, télé, et théâtre. 14 h 30 - 16 h : « Bibliomanie », autour des livres. 16 h - 17 h : « Koumbi 1 », le rendez-vous des villages africains en France. 17 h - 18 h : « Le front des radios libres ». 18 h - 19 h : « Radio-Espéranto ». 19 h - 21 h : « L'invité du vendredi », avec la participation de la Ligue des droits de l'homme et de l'union rationaliste. 21 h - 22 h 30 : « Koumbi 2 », le rendez-vous des villages africains en France. 22 h 30 - 1 h : « Ithaque » : médias, société et anarchie : questions et éléments de réponse (*). « Micro-musique » (*). | 8 h 30 - 10 h 30 : « Han yu guang bo ». 10 h 30 - 11 h 30 : « Le père Peinard », un sale moment moment à passer pour l'engeance autoritaire. 11 h 30 - 14 h 30 : « Chronique syndicale du samedi » : des dossiers et des luttes. 14 h 30 - 16 h 30 : « De bouche à orteils », le magazine de la chanson vivante. 16 h 30 - 18 h : « Rock contact », le rock indépendant. 18 h - 19 h 30 : « BDDA », bande dessinée et dessins animés. 19 h 30 - 21 h : « Y'en a pas un sur cent », les libertaires des années 90 parlent (*). « Itinéraire » (*). 21 h - 22 h : « Micro-musique ». 22 h - 24 h : « Les oiseaux de la nuit », émission pseudo scientifique et musicale. 24 h à l'aube : « Ondes de nuit », la fièvre du samedi soir. | 8 h - 10 h : « Han yu guang bo ». 10 h - 12 h : « Matinée anti-cléricale », avec la Libre pensée. 12 h - 14 h 30 : « Folk à lier », musiques traditionnelles de France et du monde. 14 h 30 - 16 h : « Echos et frémissements d'Irlande » (*). « La fiancée de Monsieur Spok », science-fiction et fantastique (**), « 1275 âmes », jazz et polar (**). 16 h 30 - 18 h : « Fondu au noir », du cinéma (*). « Relations internationales de la Fédération anarchiste » (**), « La santé libérée », émission à propos des médecines douces(**). 18 h - 20 h : « Tribuna latino-americana », des libertaires latino-américains parlent de leur pays (*). « Le magazine libertaire », un thème, un invité autour de l'actualité (**). « Iran solidarité », avec des réfugiés politiques iraniens (**). 20 h - 22 h : « Vent d'Est », émission sur les pays de l'Est (*). « Les damnés de la terre », ce qui bouge dans le monde (*). 22 h - 23 h : « L'imaginare », des mathématiques à la poésie. 23 h - 1 h : « Liaisons dangereuses », rock et libres propos. |

Les émissions suivies d'une étoile (*) ont lieu une semaine sur deux et les émissions suivies de deux étoiles (**) ont lieu une fois dans le mois.

RENDEZ-VOUS

AUBENAS
Pour contacter le groupe d'Aubenas écrivez à l'association CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg. Chaque samedi de 9 h 30 à 10 h 30, le groupe vend le *Monde libertaire*, sur le marché d'Aubenas.

DIEPPE
Un groupe existe à Dieppe. On peut contacter ses militants le samedi de 10 h 30 à 12 h, sur la place National.

GUERET
Il existe sur Guéret (Creuse) le groupe May-Piquery, que l'on peut contacter en écrivant aux Relations Intérieures de la FA, qui transmettront.

LILLE
Le groupe Humeurs noires tient une permanence chaque mercredi entre 19 h et 20 h 30, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet (M^e République), à Lille. Adresse : BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Il vend le *Monde libertaire* le vendredi de 17 h à 18 h 30, à la gare ; le samedi à midi, à la sortie du lycée Pasteur, à Lille et le dimanche de 10 h à midi, sur le marché de Wazemmes.
Le groupe anime une émission sur Radio-campus (91,5 FM), le samedi de 19 h à 20 h.

SAINT-ETIENNE
Chaque premier mercredi du mois, le groupe Nestor-Makhno tient une permanence, à partir de 18 h 30, à la Bourse du Travail (salle 15 bis, CNT-ALT/Libre Pensée), cours Victor-Hugo, 42000 St-Etienne. Chaque jeudi, à partir de 20 h, sur Radio-Dio (89,6 FM) le groupe anime l'émission « Rouge et noir - Tribune libertaire ».

NANTES
Le groupe Milly-Witkop diffusera le *Monde libertaire* un samedi sur deux, à partir du 27 octobre, au marché de Talensac, entre 11 h et 12 h 30. L'anime également une émission, à propos de la crise du Golfe et de ses répercussions dans notre société, le 20 octobre, sur Radio-Alternantes (97,5 FM) entre 13 h et 14 h.

PARUTIONS

AFFICHE
Le groupe Paris XV^e vient d'éditer une affiche contre la guerre du Golfe : « *Logique de guerre : austerité pour les salariés, prospérité pour les pétroliers... Guerre à la guerre... A bas toutes les armées !* ».

Cette affiche illustrée, au format 50 par 70, est vendue au prix de 5 francs (1,20 F au delà de 50 exemplaires). Cette affiche peut être commandée à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris (Les chèques sont à libeller à l'ordre de Bibliothèque).

PRESSE
Le n° 72 de *Contre vents et marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut l'acheter au prix de 5 francs, à la librairie du *Monde libertaire*, ou en écrivant à l'association « Contre courant », la Ladière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère). L'abonnement est de 50 francs (les chèques sont à libeller au nom de l'association).

SOUVENIR

Les « ratonnades » du 17 octobre 1961

Le 17 octobre 1961 est un jour d'indignité nationale. Cet article a pour but de nous remémorer le massacre, commis par la police parisienne, à l'encontre d'une manifestation d'Algériens organisée par le FLN.

DANS le cadre du centenaire de la naissance du général De Gaulle, la vidéothèque de Paris, le *Monde*, la revue *l'Histoire* avaient organisé une rétrospective filmée, relatant les événements contemporains à la vie du personnage.

Nous avons été agréablement surpris de voir, parmi les films projetés, la présence d'*Octobre à Paris*, film de Jacques Panigel ; celui-ci ayant été contraint, pendant près de 30 ans, à l'anonymat par la censure des pouvoirs publics. Le film traite de la condition des travailleurs algériens en France et témoigne des atrocités commises par la police un certain 17 octobre 1961.

Le drame et ses origines

1961, la guerre d'Algérie dure depuis sept années et chaque jour amène de chaque côté sa cargaison de morts. Dans ce conflit, qui n'en finit pas De Gaulle brandit alors une nouvelle arme : la séparation dans des aires géographiques dis-

tinctes des « Pieds noirs » et des Algériens.

En octobre, Maurice Papon, connu pour son « glorieux » passé de « résistant » (1) est préfet de police. Il décide avec l'accord de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, de porter un coup fatal aux « porteurs de valises » et aux militants de la rébellion algérienne. Ils décrètent le couvre-feu, celui-ci s'appliquant à tous les Algériens vivant en France. Ce couvre-feu est présenté sous la forme de « conseils », de « recommandations » à la communauté algérienne. Mais, dans les faits, les Algériens s'aperçoivent très vite qu'il leur est désormais interdit de circuler sur tout le territoire entre 20 h 30 et 5 heures 30. Il leur est « recommandé » de circuler exclusivement seul, tout groupe étant considéré comme suspect. Les débits de boissons, fréquentés par les Algériens, sont obligés de fermer à 19 heures. La situation devient rapidement dramatique. Les bavures ne cessent de croître. Les flics interpellent au faciès et suivent avec zèle les « conseils » de leurs supérieurs. Ils déchirent les laissez-passer accordés aux travailleurs de nuit, sacca-

gent les cafés. Marocains, Tunisiens, Espagnols, Portugais, Italiens et, bien entendu, Algériens font les frais de ces ratonnades. La vie devient impossible. Ils ne sont tranquilles nulle part. La police visite les bidonvilles, les foyers, les hôtels. Les *harkis*, sous les ordres de la police française, s'en donnent à cœur-joie : torturant leurs frères algériens, dans les sous-sols de certains cafés de la Goutte-d'Or. Les flics utilisent n'importe quel prétexte : un Algérien qui court pour ne pas rater un train, par exemple, devient l'objet d'une arrestation, d'une fouille ou en plus d'une conduite au commissariat.

Chez les Algériens, la résistance s'organise. Pour le 17 octobre, la fédération française du FLN décide l'organisation d'une manifestation à Paris. Le FLN souhaite cette manifestation pacifique. Les militants fouillent chaque manifestant, afin de vérifier qu'ils ne portent pas d'armes. Le service d'ordre est impressionnant, très bien structuré. En fin de soirée, hommes, femmes et enfants quittent leur domicile, les bidonvilles de la périphérie de Paris. De Nanterre, Aubervilliers, Choisy-le-Roi... ils sont bientôt 30, 40, voire 50 000 aux portes de la capitale. Ils convergent vers le centre, en empruntant les grands boulevards. Aux cris de « *Libérez Ben Bella* », « *Non au couvre-feu* », « *Algérie algérienne* ». Le cortège progresse (2) et gagne les grandes artères par les boulevards Saint-Michel et Saint-Germain. Le « comité d'accueil » sera à la hauteur de sa réputation. La police, alertée, bloque les ponts et les bouches de métro. Elle place des barrières métalliques pour empêcher les manifestants de pénétrer plus loin dans la capitale. Malheureusement pour elle, il est déjà trop tard. Se sentant débordés, les flics chargent, matraquent et tirent sur la foule. Certains manifestants sont interpellés, molestés, puis embarqués dans des fourgons.

Le bilan d'une journée « ordinaire »

Toute la nuit, des chasses à l'homme s'organisent dans les rues autour de l'île de la Cité. La police tire encore. La loi est avec eux, car la manifestation avait été interdite. Des commandos proches de l'OAS « ratonnent » pour leur propre compte et traquent leurs victimes jusque dans la cour de la caserne de la Cité. Partout, sur les grands boulevards ont retrouvé des chaussures abandonnées... Des corps mutilés, pieds et poings liés sont retrouvés dans la Seine, à Argenteuil, Bezons... Rouen ! Les interpellations se comptent par milliers (11 850 officiellement). Les cars de police sont bientôt en nombre insuffisant, les bus de la RATP sont appelés en renfort. Les flics se souviennent des méthodes qu'ils avaient utilisées lors des rafles du Vel d'hiv ! Les manifestants sont envoyés au palais des Sports, au stade Pierre-de-Coubertin, puis au Parc de la Porte de Versailles. La Croix-Rouge y est interdite d'entrée. Les conditions de détention sont particulièrement horribles. Les militants du FLN, considérés comme les meneurs, sont expédiés à Marseille, en partance pour l'Afrique du Nord. D'autres mili-

tants sont envoyés en détention au camp du Larzac, où les interrogatoires et les tortures se poursuivent. Près de 2 500 Algériens seront encore emprisonnés un mois après la manifestation.

Il y eut, malgré tout, quelques réactions : le personnel de l'hôpital Sainte-Anne refusa d'interner les Algériennes conduites par la police et les aidèrent à s'échapper. Certains policiers ont même protesté, choqués par les méthodes de leurs collègues, mais leur contestation restera vaine. Le nombre exact des victimes ne fut jamais dévoilé. La Préfecture de police annonça officiellement les chiffres de 13 blessés et de 2 morts. Pourtant des cadavres furent retrouvés pendus dans le bois de Vincennes et de Meudon. Le nombre de morts, en fait, fut bien supérieur à la centaine (NDLR : On a parlé, parfois, de 200 morts). Même si des tentatives d'enquêtes ont été lancées par des parlementaires et des journalistes, étrangement rien n'a été réellement mis en place pour éclaircir ce qui s'est vraiment passé. Jamais Maurice Papon et Roger Frey n'ont été inquiétés. Silence gêné de l'Etat... le même silence que celui de la Collaboration. Jamais aucun flic ne sera inquiété, tout comme au temps de la rafle du Vel d'hiv. Un seul policier quittera sa fonction juste après, le jeudi 18 octobre 1961, et encore cela ne s'explique-t-il, officiellement, que pour des raisons de santé (3). Maurice Papon deviendra, plus tard, ministre sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing.

Groupes Flores-Magon

(1) Michel Shtinsky, *L'Affaire Papon*, éditions Alain Moreau, 79 F.
(2) Selon des témoins, plusieurs cortèges se constituèrent en divers endroits de Paris.
(3) Lire à ce sujet *Jeudi noir*, éditions l'Harmattan, 120 F.

Bibliographie sommaire :
— Michel Levinne, *Les Ratonnades d'octobre*, éditions Ramsay (épuisé).
— Collectif, *Ratonnades à Paris*, Cahiers libres, éditions Maspéro, n° 29 (épuisé).
— Didier Daeninckx, *Meurtres pour mémoire*, Folio, Prix 26 F.
Les ouvrages cités, et non épuisés, sont en vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Irak : le peuple et le monarque, Editorial.
PAGE 2 : Comprendre le fascisme pour l'anéantir.
PAGE 3 : Irak : le peuple et le monarque, Quel avenir en Israël après le 8 octobre ? La fin d'un héros.
PAGE 4 : Vaulx-en-Velin, Menace sur l'avortement, Est-il normal d'être Chilien ? Billet d'humeur à propos de Vaulx-en-Velin, L'univers machinique.
PAGE 5 : 20 octobre : journée contre la guerre, La mutinerie de Saint-Maur vue d'un flic, Les mal-logés de Stains, En bref.
PAGE 6 : URSS : Les affaires Siuda et Kassatkin, Manifestations contre la guerre en Allemagne, Nouvelles d'Allemagne, Les pratiques du régime bulgare.
PAGE 7 : Un certain « 14 juillet », Grille de Radio-libertaire.
PAGE 8 : Les « ratonnades » du 17 octobre 1961, Faits divers : les pères tranquilles.

FAITS DIVERS

A propos des pères tranquilles

Quand un être humain en massacre un autre, volontairement, d'un coup de fusil, par exemple, la presse le qualifie généralement d'assassin... ou de criminel, ou de meurtrier, il y a le choix du vocabulaire. Mais, il est rare, dans la même presse du moins, qu'on le considère comme « un brave homme ». Si la victime est un policier, les mots deviennent encore plus durs : ce sera un crime ignoble, lâche, inqualifiable.

Quand un homme en massacre un autre, par contre, mais que le massacreur est un policier et que le massacré est un jeune, pauvre, chômeur, sans relations, ce policier continue d'être un respectable fonctionnaire. Si la victime a l'indécence, en plus, d'être bronzée nature avec le cheveu crépu, le policier devient alors un « brave homme ». Un fait divers jugé récemment nous apprend, même, que désormais il est encore mieux que ça : « Un père tranquille ». Ça mérite réflexion. Qu'est-ce exactement qu'un père tranquille ?

Christian Holz, par exemple, est un père tranquille. Si vous le rencontrez lors d'un contrôle de police, vous serez frappé par sa tranquillité.

Peut-être même serez-vous frappé d'une balle dans le dos. C'est ce qui est arrivé à Zouaoui Benelmabrouk, en mai 1984, boulevard Suchet, dans le 16^e arrondissement. Il en est mort. Le procès s'est déroulé le 12 octobre 1990. La justice a donc fait son travail, très tranquillement : six ans pour juger. Pendant ces six années, tout aussi tranquillement, Christian Holz a continué de patrouiller dans les rues de Paris, en « père tranquille », selon l'excellente formule de l'expert-psychiatre, qui ne va pas aussi loin que l'inspecteur divisionnaire de la police des polices, qui le qualifie, lui, d'« irréprochable », après l'avoir décrit comme « sérieux, poli, serviable, sobre, sans histoire ». Examinons quand même les faits. Tranquillement, sans nous énerver.

Ce soir de mai 1984, donc, trois jeunes gens se déplacent en voiture, dans le but d'acheter des cigarettes. Barrage de police, vérification d'identité, rien à signaler, la voiture redémarre. Christian Holz s'aperçoit alors qu'un « policier, en civil, risque de se faire écraser, parce qu'il est devant le véhicule ». Il dégaîne, il tire. Tranquillement dans le dos de Zouaoui. L'« unique balle qu'il ait tiré de sa vie » déclare-t-il au tribunal. Et tout ça pour éviter l'accident. Dégommer les automobilistes à l'arme automatique afin d'empêcher qu'ils n'écrasent les piétons, telles est la technique des pères tranquilles.

Zouaoui a eu bien de la chance de se faire fusiller, ainsi, par un aussi brave policier. En effet, l'inspecteur de la police des polices, chargé de l'enquête sur l'affaire nous en a appris des choses ! Celle-ci par exemple : « Il n'y a pas de gens honnêtes dans la police, certains ont une moralité douteuse... »

En tous cas si vous apercevez un véhicule, une Estafette bleue par exemple, qui démarre devant un piéton, n'hésitez pas ! Tirez dans le dos du chauffeur, vous sauvez une vie humaine, tranquillement.

Et vous ne risquez que trois ans de prison avec sursis. C'est finalement ce qu'a eu Christian Holz. A ce tarif là, on aurait tort de s'en priver !

Guimou de la Tronche